

Code AIOT : 0005504355

VANNES, le 24/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PONTIVY COMMUNAUTE - STEP**

1 place Ernest Jan  
BP 96  
56303 PONTIVY

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement PONTIVY COMMUNAUTE - STEP implanté signan 56300 PONTIVY. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection du plan de contrôle 2022 en présence d'une agent de la DREAL Bretagne, MC.MALECOT. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PONTIVY COMMUNAUTE - STEP
- signan 56300 PONTIVY
- Code AIOT : 0005504355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

station d'épuration classée sous la rubrique 2752 des installations classées pour la protection de l'environnement

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Inspection du plan de contrôle 2022 en présence d'une agent de la DREAL Bretagne, MC.MALECOT. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Installation bien tenue mais présentant quelques non conformités

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Il est proposé par l'inspection un délai de 30 jours pour apporter des réponses aux non-conformités constatées ci dessous :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Gestion des risques	Arrêté Préfectoral du 22/03/2001, article 71	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
4	Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
6	Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
10	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 22/03/2001, article 4-10-4	/	Sans objet
12	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des effluents aqueux est correcte sur le site.

Quelques non-conformités sont à noter toutefois (plan des réseaux à formaliser, relevé du pH en continu à mettre en place sur les rejets, plan des surveillance des substances dangereuses à définir et mettre en oeuvre, travaux mis en oeuvre à l'issue du contrôle des installations électriques).

Il est proposé par l'inspection un délai de 30 jours pour apporter des réponses aux non-conformités constatées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Schéma des réseaux non tenu à jour Présence de plusieurs documents papiers mais aucun document consolidé regroupant les informations Quelques parties de l'installation ne sont plus utilisées (hydrolyse..)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Pas de problèmes constatés au niveau des rejets vers le Blavet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Points de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Existence d'un canal de mesure (débit, température) et point de prélèvement d'échantillons. Le pH n'est pas mesuré en continu dans les rejets mais dans l'échantillon journalier (non-conforme au regard de l'article 4-10-1 de l'AP du 22 mars 2001 modifié)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Débit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> Débit des rejets mesuré en continu, le débit maximal journalier est respecté sur 2022. Selon l'exploitant, prélèvements d'échantillons asservis au débit sur 24h Echantillons réfrigérés (3.4°C le jour de l'inspection)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Fréquence de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le programme de surveillance des rejets aqueux incluant la surveillance des substances dangereuses n'a pas été établi à ce jour. L'exploitant transmettra donc à l'inspection sa proposition de plan de surveillance des rejets aqueux comprenant la liste des substances retenues, les valeurs limites d'émissions et fréquences de surveillance associées, conformément aux dispositions des articles 32 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les propositions retenues devront être justifiées au regard notamment des résultats d'analyses déjà effectuées (cf tableau à renseigner adressé par mail à l'exploitant le 06/09/22). Il est à noter que la valeur limite de rejet (0.8 mg/L) n'est pas respectée pour le zinc (jusqu'à 109 mg/L en 2021). L'exploitant doit rechercher la ou les cause(s) de cette charge importante en zinc dans les différents effluents bruts entrants dans la station et réglementer le cas échéant sa concentration dans les autorisations de déversement qu'il délivrent aux industriels raccordés afin de respecter la VLE après traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Respect VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Des dépassements sur les paramètres azotés (NGL et NTK) sont observés de fin mai à début juillet 2022 (y compris sur les rendements), situation rétablie depuis. Selon l'exploitant, ils s'expliquent par la combinaison d'une vidange du bassin d'aération et un débit entrant dépassé d'un industriel raccordé (Soleval).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux pour 2022 ont été transmis à l'inspection via GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les échantillons journaliers sont envoyés pour analyse au laboratoire Eurofins à Caudan, agréé pour les paramètres à analyser sur la matrice eau résiduaire. L'inspection constate par ailleurs que la DCO est analysée selon la méthode ST-DCO (ISO 15705), qui n'est pas la méthode de référence adaptée à la vérification du respect de la VLE (définie selon la méthode analytique de référence DCO NF T 90-101). Si l'exploitant souhaite poursuivre la surveillance de ses rejets avec cette méthode, un calage initial et régulier est nécessaire avec la méthode de référence NF T 90-101 (cf guide du MTE relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse dans les rejets aqueux des ICPE, point 2.2.2b, disponible sur le site <a href="https://aida.ineris.fr/">https://aida.ineris.fr/</a> )
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Contrôle de recalage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> La chaîne métrologique (débitmètre, préleveur) fait l'objet d'une vérification semestrielle par un organisme accrédité (dernier en date : 4/07/22, rapport transmis à l'inspection). Pas de calages analytiques effectués, les analyses étant réalisées par un laboratoire agréé (cf ci-dessus)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance des eaux de surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2001, article 4-10-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance milieu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise ou fait réaliser 1 fois par trimestre des prélèvements en amont et en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants : DCO, DBO5, MES, NGL, NO2, NO3, NH4+, Pt. Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspecteur des installations classées, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.
<b>Constats :</b> 4 analyses effectuées en 2022 transmises via GIDAF (janvier, avril, juillet et août). Selon l'exploitant, elles sont réalisées à environ 50m en amont et 50m en aval du point de rejet. L'inspection ne constate globalement pas d'impact du rejet sur le Blavet d'après ces résultats. Un léger impact du rejet sur la concentration en MES en aval peut être souligné en avril et août 2022 (Concentration x2 et x3 entre amont/aval) mais la concentration aval reste inférieure au seuil haut de la classe de bon état (50 mg/L).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Gestion des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2001, article 7,1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion (AM du 31 mars 1980) Elles sont entretenues en bon état au moins une fois par an contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées
<b>Constats :</b> le rapport de contrôle des installations électriques présente des anomalies L'exploitant a-t-il fait les travaux nécessaires pour faire disparaître ces anomalies? En attente des éléments justificatifs de ces travaux. Non conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Déclaration des émissions polluantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GERE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare le flux de zinc annuel émis dans les rejets aqueux. Il devra vérifier que les autres substances (macropolluants et micropolluants) ne sont pas soumises à cette déclaration annuelle au regard des quantités émises et procéder, le cas échéant, à la saisie de leur flux d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet